

Par un manifeste du 4 avril 2018, un collectif de Maires des Pyrénées orientales, sans prendre parti sur le sujet de l'indépendance de la Catalogne, s'élevait contre les atteintes graves de l'Etat espagnol aux libertés fondamentales qui caractérisent universellement les démocraties.

A ce jour, dix-huit mois plus tard, force est de constater que la situation s'est dégradée :

- Des élus du gouvernement de la Generalitat, la présidente du parlement, deux responsables associatifs sont toujours en détention préventive, certains depuis près de deux ans. D'autres élus, sont en exil forcé. De nombreux

Maires sont menacés par la justice. La judiciarisation de la vie politique s'est accentuée ainsi que la répression,

- Des citoyens européens élus au parlement de l'Union avec plus de deux millions de suffrages, ne peuvent exercer leur mandat du fait de l'obstruction du gouvernement espagnol.

- Le procès de Madrid, dont les images nous ont rappelé les heures les plus sombres du siècle dernier, nous questionne sur l'indépendance d'une justice qui a inventé des notions nouvelles comme « la violence sans violence »

afin de justifier l'accusation de rébellion et qui a souvent mis à mal, de façon évidente, les droits de la défense.

Nous constatons aussi que les fractures se sont amplifiées et que les tensions restent très vives malgré une approche résolument pacifique, non-violente et civique des modes de manifestations de la part des responsables politiques et

de la société civile catalane. A ce jour, aucune offre de négociation n'a été proposée par les divers gouvernements espagnols afin d'avancer vers des solutions politiques d'un conflit qui ne cesse de grandir.

Nous regrettons que les pays de l'Union Européenne en général et la France en particulier se terrent dans un silence assourdissant cautionnant ainsi des pratiques qui pourraient constituer de graves précédents pour justifier des

mesures liberticides et profondément anti-démocratiques au sein même de l'Union. Il est aussi surprenant que la majorité des grands médias de notre pays, traitent l'information concernant la Catalogne et l'Espagne de façon aussi partielle prenant toujours le parti des gouvernements espagnols et s'alignant, dans cette affaire, systématiquement sur la position officielle du gouvernement français.

Ces positions sans nuances nuisent fortement à l'image de notre République, pays de la déclaration des droits de l'Homme et du citoyen.

Dans ce contexte, alors que le verdict du tribunal suprême est imminent, et que nul ne connaît les réactions qu'il risque de déclencher, nous réitérons notre appel pour que notre pays et les Etats de l'union européenne pèsent de

tout leur poids pour que le dialogue reprenne entre les partis et que des solutions soient trouvées dans le respect des droits de chacun.

Menacer les élus, les forcer à l'exil ou les maintenir arbitrairement en prison ne contribuera pas à avancer sur le chemin de la concorde et de la paix. Se taire, détourner le regard et laisser faire, sont des comportements qui ont déjà eu cours dans l'histoire récente de notre continent, et sur ces mêmes territoires. Nous savons où cela peut mener.

Nous demandons que les prisonniers politiques soient libérés, que les exilés soient autorisés à revenir chez eux, que les élus au parlement européen soient pleinement habilités à exercer le mandat que leur ont confié les électeurs, que les Maires ne soient plus inquiétés et que, les libertés fondamentales ayant été rétablies, s'engage, enfin un dialogue constructif entre les partis permettant de trouver des solutions politiques à un problème politique. Cela nous concerne tous, il en va de l'avenir de nos démocraties.

Le collectif du 7 octobre 2019